

ALLOCATION PERSONNALISÉE D'AUTONOMIE

Pour une personne de 60 ans ou plus à domicile ou en établissement

Loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 - Décret n° 2003-278 du 28 mars 2003

Notice explicative

Définition

L'allocation personnalisée d'autonomie (APA) est destinée « aux personnes qui, nonobstant les soins qu'elles sont susceptibles de recevoir, ont besoin d'une aide pour l'accomplissement des actes essentiels de la vie ou dont l'état nécessite une surveillance régulière ».

L'allocation personnalisée d'autonomie est une prestation, attribuée et gérée par le Conseil général, entrée en vigueur au 1er janvier 2002.

L'allocation personnalisée d'autonomie n'est pas un complément de ressources, c'est une prestation affectée.

À domicile

L'APA est une participation au financement des aides concourant à l'autonomie du bénéficiaire déterminées par un plan d'aide.

En établissement

L'APA permet de contribuer au financement du tarif dépendance tel que prévu par la réforme de la tarification des EHPAD (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes).

L'APA est une allocation attribuée aux personnes qui en font la demande, sous conditions de résidence, d'âge et de dépendance.

Conditions de résidence

Le demandeur doit être en situation stable et régulière sur le territoire français.

Les personnes de nationalité étrangère doivent être titulaires de la carte de résidence ou d'un titre de séjour (visiteur, scientifique, profession artistique et culturelle, vie privée et familiale)

Les personnes sans résidence stable doivent se faire domicilier auprès d'un organisme agréé.

Conditions d'âge

Le demandeur doit être âgé de 60 ans et plus.

Conditions de dépendance

La perte d'autonomie de la personne est évaluée grâce à la grille AGGIR (autonomie gérontologie groupes iso ressource) qui définit 6 degrés de dépendance : les GIR. (groupe iso ressource).

Seules les personnes relevant des GIR 1 à 4 peuvent prétendre à l'APA.

Conditions de ressources

Aucun plafond de ressources n'est fixé pour décider de l'attribution de l'APA.

En revanche, les revenus du demandeur déterminent le montant de la participation restant à la charge du bénéficiaire de l'APA.

LE DOSSIER DE DEMANDE

Complété et signé par le demandeur ou son représentant légal, il peut être déposé au Centre communal d'action sociale (C.C.A.S.) de la mairie de son lieu de résidence ou adressé directement aux services du Conseil général.

Pour pouvoir être réputé complet, le dossier doit impérativement être accompagné des pièces justificatives suivantes :

- Copie du livret de famille ou carte nationale d'identité ou passeport ou carte de résidence ou titre de séjour en cours de validité
- Photocopie du dernier avis d'imposition ou de non-imposition à l'impôt sur le revenu
- Photocopie des derniers avis d'imposition relatifs à la taxe foncière sur les propriétés bâties et/ou à la taxe sur les propriétés non bâties
- Relevé d'identité bancaire ou postal

Autres pièces justificatives :

- Photocopie de la carte d'assuré social
- Photocopie du jugement de tutelle ou de curatelle, le cas échéant

Allocation personnalisée d'autonomie à domicile :

Le certificat médical du médecin traitant n'est pas obligatoire, mais il peut utilement contribuer à une meilleure prise en compte de la situation du demandeur.

Renseigné par le médecin traitant du demandeur, joint au dossier sous pli confidentiel cacheté, il est destiné au médecin de l'équipe médico-social APA.

A noter : l'allocation personnalisée d'autonomie à domicile concerne également les personnes âgées accueillies par un particulier à domicile à titre onéreux dans le cadre de la loi du 10 juillet 1989 ou les personnes résidant dans un logement foyer.

Allocation personnalisée d'autonomie en établissement :

Un bulletin d'admission dans l'établissement mentionnant la date d'entrée du demandeur.

A noter : lorsqu'une personne âgée est déjà bénéficiaire de l'APA à domicile, il n'est pas nécessaire de constituer un nouveau dossier. Le bénéficiaire transmet un simple courrier de demande au service instructeur de l'allocation personnalisée d'autonomie en y joignant le bulletin d'admission dans l'établissement.

Les services du Conseil général solliciteront directement auprès de l'établissement d'accueil une nouvelle évaluation du groupe iso ressource du demandeur ainsi que l'arrêté de tarification permettant le calcul de l'allocation dans cet établissement .

CONTACT :

Conseil général du Val-de-Marne
Direction des services aux personnes âgées et aux personnes handicapées
Service des prestations à la personne
Immeuble Solidarités
7-9 voie Félix Eboué
94054 Créteil Cédex
Tél. 01 43 99 75 75